

Quelques brèves concernant l'Amazonie et les Indigènes du Brésil

AYA Info - No 26

Genève, le 18 mars 2008

"AYA Info" peut être consulté sur les sites Internet :

<http://www.terrabrasilis.ch> > Aya Info et <http://www.humanitaire.ws>

Un Consul général de Suisse chez le Gouverneur de l'Etat de Roraima

Le 6 mars, le Gouverneur de l'Etat de Roraima, M. José de Anchieta Junior a accordé une audience à M. Roland Fischer, Consul général de Suisse à Rio de Janeiro. La rencontre avait pour objet de resserrer les liens entre la Suisse et le Roraima. Le Gouverneur a souligné la richesse de la biodiversité de son État et les opportunités qui s'offrent à l'agrobusiness avec la résolution de la question foncière. Selon la dépêche, le Roraima intéresse les fonds de pension helvétiques. Le consul était accompagné d'un chef d'entreprise. Pour en savoir (un peu) plus (en portugais) : http://www.rr.gov.br/noticias.php?mzn_pg=2 > Cônsul da Suíça visita governador

La 37^e Assemblée des Tuxauas de Roraima s'adresse aux autorités politiques*

Plus d'un millier de personnes ont participé à cette Assemblée qui a réuni du 6 au 10 mars les représentants d'une dizaine de Peuples indigènes (parmi lesquels les Yanomami) de l'Etat de Roraima. La réunion a eu lieu dans la communauté indigène de Barro, dans la Terre Indigène de Raposa Serra do Sol. La présence de la Police Fédérale a permis d'éviter tout incident majeur. L'Assemblée a reçu la visite du ministre extraordinaire des sujets stratégiques, M. Roberto Mangabeira Unger, à qui les leaders indigènes ont présenté leurs revendications que l'on trouve dans la Déclaration finale de l'Assemblée. Celle-ci comporte dix-sept paragraphes abordant les problèmes auxquels sont confrontées les diverses communautés indigènes : service de la santé, éducation différenciée et respect des droits. Les leaders refusent notamment que la loi sur l'exploitation minière dans les Terres Indigènes leur soit imposée. Cette déclaration est adressée au Président de la République, à plusieurs ministres et à différents organes publics. Pour en savoir plus (en portugais) : <http://www.cir.org.br/noticias.php?id=474>

* Voir AYA Info No 25

Le gouvernement réduit les ressources prévues initialement pour sa politique indigéniste

Le 12 mars, le Congrès brésilien a adopté le budget de l'Union pour 2008. Selon l'Institut d'Etudes Socioéconomiques – INESC de Brasilia, après des négociations avec le Gouvernement, la Commission Mixte du Budget du Congrès a réduit de 16,5 % les dépenses destinées à la politique indigéniste par rapport à ce qui avait été annoncé en août 2007 dans le projet de budget. Celui-ci passe de 646,6 millions de Reais (R\$) à 540,1 millions de R\$. Parmi les postes les plus touchés on trouve ceux de la santé pour lesquels la coupe est de 65,1 millions de RS passant de 342,1 à 277 millions de R\$, soit une réduction de 19%. La FUNAI voit son budget ramené de 240,2 à 218,8 millions de R\$, dont 5,3 millions de R\$ de moins pour la démarcation et la régularisation des Terres Indigènes. Seule la rubrique "Promotion de l'ethno - développement en Terres Indigènes voit sa dotation augmenter de 14 à 20 millions de R\$. Pour quelques-uns de ces postes, l'INESC fait une comparaison avec le budget 2007. Pour l'Institut *"Il s'agit d'une coupe budgétaire significative dans des ressources déjà insuffisantes (et) qui porte atteinte à des actions d'importance fondamentale pour la protection et la promotion des droits indigènes"*. Pour le Conseil Indigéniste Missionnaire – CIMI, *"il est inadmissible que de telles coupes soient faites devant la situation de chaos dans laquelle se trouve le service de santé indigène du Brésil"*.

Pour en savoir plus (en portugais) :

<http://www.inesc.org.br/biblioteca/publicacoes/notas-tecnicas/NT.%20137%20-%20ORCAMENTO%202008%20POLITICA%20INDIGENISTA.pdf>

et

<http://www.cimi.org.br/?system=news&action=read&id=3085&eid=274>

La revue "Animan" consacre un article aux Yanomami et au travail de Silvio Cavuscens

La journaliste Valérie Kernen a accompagné Silvio lors de l'une de ses tournées pour l'association Service et Coopération avec le peuple Yanomami (SECOYA) dans plusieurs villages proche du rio Marauia. Elle

fait le récit de son voyage et publie ses photos dans sa dernière livraison. Pour en savoir plus (en français) : ANIMANN – les Routes du Monde, No 144, février-mars 2008, 2 Ch. de Primerose, CH-1007 Lausanne. Site Internet : <http://www.animan.com>

Viande brésilienne : la forêt ou le filet de bœuf ?

Jusqu'en décembre 2007, peu de Suisses savaient que notre cervelas "national" était enveloppé dans du boyau de zébu brésilien. Le risque de transmission de la maladie de la vache folle a été à l'origine de l'arrêt des importations de cette denrée. Du coup, sous sa forme actuelle, l'avenir de l'emblématique cervelas est compromis. L'opinion publique helvétique s'est émue. L'Union Professionnelle Suisse de la Viande – UPSV s'est inquiétée et son président, le Conseiller aux Etats Rolf Büttiker, a interpellé le Conseil fédéral. Une task-force a été instituée pour trouver une solution.

Moins médiatisée en Suisse qu'au Brésil, la décision prise en janvier 2008 par l'Union Européenne et la Suisse, d'interdire les importations de viande bovine brésilienne - et pas seulement du boyau – a certainement une autre portée économique. Elle a été prise en raison de graves manquements aux règles de traçabilité constatés dans certaines régions. À la fin février, les deux entités ont accepté provisoirement l'importation de viande bovine en provenance d'un nombre réduit d'exploitations (106) qui respectent les conditions pour pouvoir exporter. La situation peut évoluer rapidement et les importations reprendre leur volume d'avant la crise. Pour l'heure, le consommateur helvétique trouve de la viande en provenance d'Uruguay et d'Argentine. Le filet de boeuf est vendu jusqu'à CHF 85.- le kg (≈ EUR 54.- ou ≈ R\$ 140.-). C'est le volet sanitaire de l'affaire. Mais cette crise entre le Brésil et ses clients a été l'occasion d'évoquer l'aspect écologique de la production de viande bovine. Le 15 février, le quotidien "*O Estado de São Paulo*" a rapporté l'avis de l'ex-ministre brésilien de l'économie et ancien Secrétaire Général de la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement - CNUCED, Rubens Ricupero, au sujet de l'embargo européen. Il s'inquiète d'une autre menace pouvant mettre en danger les exportations de viande de son pays : "*À mesure que le public européen va prendre connaissance qu'une bonne partie de cette viande est produite en raison de la destruction de la forêt, (cela) va être un argument de poids contre le Brésil*". Selon la même source, l'élevage bovin brésilien est de 169 millions de têtes, dont 75 millions en Amazonie légale (plus l'Etat du Mato Grosso do Sul). Plusieurs entreprises de commerce de viande sont actives dans cette région. Ainsi, la multinationale JBS possède des abattoirs, ateliers de découpe et entrepôts frigorifiques au Mato Grosso, l'un des Etats amazoniens où la déforestation est forte. JBS indique que ces unités exportent leur production vers l'Union Européenne et la Suisse. Rubens Ricupero aborde une question sensible, celle de la relation entre l'élevage et la déforestation en Amazonie. Y aura-t-il une prise de conscience de cette relation chez les importateurs et les distributeurs. L'étiquetage pourrait-il être suffisamment détaillé pour permettre aux consommateurs qui le souhaitent de ne pas consommer de la viande issue de zones de déforestation ?

Pour avoir les informations aux importateurs de l'Office Vétérinaire Fédéral à Berne (en français) :

http://www.bvet.admin.ch/ein_ausfuhr/01183/01187/index.html?lang=fr

Pour en savoir plus sur JBS (en portugais et en anglais) :

<http://www.jbs.com.br/default.aspx?pagid=EPHCRKSL#05>

Pour consulter le recensement agricole de 2006 effectué par l'Institut Brésilien de Géographie et de Statistique – IBGE (en portugais) :

<http://www.ibge.gov.br/home/estatistica/economia/agropecuaria/censoagro/2006/agropecuario.pdf>

Le CERD écrit à nouveau le gouvernement brésilien à propos de Raposa Serra do Sol*

Le Conseil Indigène de Roraima – CIR indique que, dans une lettre du 7 mars et pour la troisième fois, le Comité pour l'Élimination de la Discrimination Raciale - CERD de l'ONU s'est adressé au Gouvernement brésilien au sujet de la situation des peuples Macuxi, Wapichana, Taurepang, Ingaricó et Patamona de la Terre Indigène Raposa Serra do Sol – TI RSS. Le CERD demande notamment que le gouvernement fédéral applique pleinement le décret d'homologation de la TI RSS de 2005, en particulier le retrait des occupants illégaux, retrait qui aurait dû être réalisé avant avril 2006. Le CIR annonce également que le Gouverneur de l'Etat de Roraima a tenté de négocier le retrait pacifique des riziculteurs qui n'acceptent pas de quitter les lieux avant que le Tribunal Suprême Fédéral se prononce sur les demandes d'annulation du Décret d'homologation.

Pour en savoir plus (en portugais) : <http://www.cir.org.br/noticias.php?id=476> et <http://www.cir.org.br/noticias.php?id=475>

*Voir "AYA Info" Nos 11 et 14